



Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique

Briefing de Bruxelles sur le Développement n° 33

Bruxelles, le 2 octobre 2013

Le 2 octobre 2013, le CTA a organisé le 33^e Briefing de Bruxelles sur le développement, dans le cadre d'une série de briefings bimestriels sur le développement portant sur des questions rurales et agricoles ACP-UE. Près de 120 participants se sont réunis à Bruxelles pour aborder les enjeux et les perspectives pour la transformation de l'agriculture en Afrique.

Partenaires du Briefing:

- CTA
- Commission européenne (DG DEVCO et DG AGRI)
- Secrétariat ACP
- Concord

Pour plus d'information sur les Briefings de Bruxelles sur le Développement visitez

www.bruxellesbriefings.net



Isolina Boto



Klaus Rudischhauser



Michael Hailu

Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et coordinatrice des Briefings, a accueilli les participants et présenté ce Briefing dans le cadre d'une série de dialogues politiques organisés sur une base bimestrielle pour aborder des thématiques pertinentes pour les pays ACP. Les Briefings visent à faire le point des connaissances sur la thématique choisie ainsi que les différentes perspectives. Ils ont aussi pour but important de présenter quelques bonnes pratiques en vue d'en tirer les enseignements. Elle a rappelé au public que depuis 2011, le NEPAD a rejoint le CTA, la Commission européenne, le groupe ACP et Concord dans l'organisation chaque année d'un événement thématique clé intéressant l'agriculture africaine.

Klaus Rudischhauser, directeur adjoint de la coordination générale politique et thématique de la DG DEVCO de la Commission européenne, a souligné l'importance du développement agricole et de la nutrition dans l'agenda pour le changement de l'UE. Il a insisté sur le rôle du secteur privé en tant que

moteur clé pour le développement, et sur le besoin de tenir compte du commerce, de l'intégration régionale et des marchés régionaux pour améliorer les subsistances des agriculteurs. M. Rudischhauser a également souligné certains enjeux auxquels l'Afrique est confrontée, dont l'infrastructure énergétique comme condition essentielle à la promotion de la transformation. Dans le 11^e FED et le nouveau cadre financier, l'agriculture est un secteur prioritaire pour 15 pays et l'UE restera un acteur principal dans l'agriculture et la nutrition.

Martin Bwalya, directeur du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture en Afrique du NEPAD, a mis l'accent sur l'importance de ce Briefing dans le cadre du processus PDDAA. Selon lui, nous pouvons tirer de nombreux enseignements des réussites et des échecs en Afrique ces dernières décennies, tandis que les 10 dernières années ont apporté d'importants changements en faveur de l'agriculture africaine. Il faut à présent apporter la preuve des résultats dans la mise en



H.E. Mary M. Muchada



Steve Wiggins

place en termes de croissance économique et d'inclusivité.

Michael Hailu, directeur du CTA, a rappelé au public qu'offrir un rôle central à l'agriculture dans l'agenda de développement et de croissance socio-économique de l'Afrique est une décision prise par les chefs d'État et de gouvernement africains lorsqu'ils ont approuvé le PDDAA à Maputo (Mozambique) en 2003. L'Afrique dépense entre 30 et 50 milliards de dollars par an dans l'importation de produits agricoles, et passe ainsi à côté d'opportunités cruciales, pas uniquement au niveau du commerce à l'étranger mais surtout au niveau des pertes d'emploi. La majorité des pays africains disposent d'un avantage comparatif dans le domaine agricole et devraient tirer profit de la croissance économique et agricole pour rendre l'agriculture plus rentable et créer des opportunités d'emploi tout en renforçant les marchés nationaux et régionaux.

Le partenariat du CTA et du PDDAA comprend le partage d'approches et d'outils de gestion des connaissances, la promotion du dialogue entre le PDDAA et d'autres groupes tels que les agriculteurs, l'appui aux processus politiques et le renforcement du développement des chaînes de valeur pour accroître la diversification et l'ajout de valeur.

Panel 1 : L'agriculture : un moteur pour la transformation économique et sociale en Afrique

Le panel présidé par l'Ambassadrice du Zimbabwe, S.E. Mary M. Muchada, a fourni un aperçu du potentiel de l'agriculture en Afrique en tant que moteur pour la croissance et le développement durable.

Steve Wiggins, chercheur chez ODI, a parlé de l'agriculture africaine dans un contexte mondial en évolution.

En Afrique, la croissance de la production alimentaire par habitant supporte mal la comparaison avec l'Asie et l'Amérique du Sud, mais la croissance s'est accélérée depuis le début des années 1980 presque partout en Afrique, plus de 3% ces 50 dernières années en Afrique du Nord et de l'Ouest. Depuis presque 30 ans maintenant, l'Afrique de l'Ouest connaît une croissance moyenne de plus de 4 % par an – ce qui correspond à un doublement de la production tous les 18 ans environ. La grande majorité des augmentations de production sont dues à un accroissement de la production par unité de surface, et non à l'expansion de la superficie des terres arables. Au cours de ces cinquante dernières années, la superficie de terres arables en Afrique a connu une

augmentation moyenne annuelle de seulement 0,75 %, alors que la production a grimpé de 2,56 %.

Dans les années 1960, le taux de croissance agricole du Ghana était modéré, puis est devenu négatif à la fin des années 1970 et au début des années 1980. Pourtant, après des réformes économiques amorcées en 1983, les taux de croissance de l'agriculture ont dépassé les 5 % par an pendant les 25 années suivantes, faisant du Ghana une des six agricultures à la plus forte croissance dans le monde pour cette période. Non seulement l'agriculture a prospéré, mais la pauvreté au Ghana a diminué, surtout dans les années 1990 et 2000, notamment dans les zones rurales et les zones productrices de cacao. L'approvisionnement alimentaire par habitant a augmenté, tandis que la prévalence des enfants de moins de cinq ans en insuffisance pondérale a diminué. Les réformes du début des années 1980, qui se sont manifestées sous la forme d'une dévaluation de la monnaie, du contrôle de l'inflation galopante et d'une réforme de l'Office de commercialisation du cacao, semblent avoir mené à ce revirement de la situation de l'agriculture du Ghana, et même, de l'économie tout entière.

Cependant, la plupart des spécialistes seraient d'accord pour dire que deux choses doivent être faites si l'on veut stimuler l'agriculture : (i)

Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique | POINTS FORTS



Martin Bwayla



Charity Mariene

créer un environnement propice à l'investissement et à l'innovation et investir dans les biens publics en milieu rural; et (ii) investir dans des biens publics en milieu rural qui portent leurs fruits, comme le montrent les résultats du développement agricole en Asie. L'association de ces deux actions encourage l'investissement et l'innovation de la part des entreprises privées, notamment de la part des petits agriculteurs.

En Asie, le progrès agricole a eu lieu avant l'industrialisation et l'a facilité.

M Wiggins a appelé à la formation d'une coalition qui soutient la croissance économique et agricole à long terme. Une telle coalition serait formée de citoyens ordinaires, d'agriculteurs et de chefs d'entreprise qui s'allieraient aux autorités publiques en vue de réaliser une croissance agricole à grande échelle.

Martin Bwayla, directeur du PDDAA, a évoqué l'agriculture comme moteur de transformation économique et sociale.

L'inégalité qui règne sur le continent est attribuée à une perception négative de l'Afrique qui persiste jusqu'à ce jour, selon de nombreux observateurs. Le NEPAD et le PDDAA ont été créés en tant que réponse politique pour combattre la pauvreté et relever le défi de la sécurité alimentaire, reconnu comme une entrave à la croissance économique pour de nombreux pays

africains. Cette dernière décennie, les nations d'Afrique se sont détournées des programmes traditionnels visant la mobilisation des ressources, et définissent le processus national de mise en œuvre du PDDAA en tenant compte de la planification, de la qualité des investissements et du développement des capacités, de l'environnement politique et du développement institutionnel. M Bwayla a utilisé les bases jetées par le NEPAD et le PDDAA pour plaider en faveur d'un environnement politique qui offre les incitants voulus aux acteurs étatiques et non étatiques. Autrement dit, un partenariat public-privé (PPP) où les risques et les bénéfices seraient équilibrés entre les parties concernées. M. Bwayla a en outre mis l'accent sur l'importance d'un agenda commercial régional contribuant à la création d'emplois, à la croissance économique et à la rétention des richesses.

Parmi les réalisations, il a cité une vision et un agenda cohérents au sein de l'agriculture et parmi les acteurs et les partenaires impliqués. Les enjeux sont toujours d'actualité : importance du secteur public, des liens interministériels qui s'améliorent mais restent faibles, la multiplicité des initiatives non coordonnées permettant une valeur optimale, la malnutrition et l'insécurité alimentaire.

Les 10 prochaines années, l'attention doit aller à la transformation de la chaîne de valeur agricole, au renforcement du rôle spécifique

des agriculteurs, à des systèmes alimentaires durables et aux nouveaux enjeux de la croissance démographique, du changement climatique et de la nutrition, tout en consolidant la gouvernance des ressources naturelles.

Charity Mariene, conseillère agricole pour l'Ambassade du Kenya, a abordé la création d'emplois et le développement d'entreprises au sein des communautés agricoles.

L'agriculture représente près de 24% du PIB, 75% des matières premières industrielles, 65% de toutes les exportations du Kenya, 18% de l'emploi formel et 60% de l'emploi total. La Vision 2030 du Kenya a identifié le secteur comme l'un des moteurs centraux de l'économie afin d'atteindre durablement une croissance moyenne de 10 %, de réduire les niveaux de pauvreté à 25 % et de renforcer la sécurité alimentaire à 30 % d'ici 2030. Le développement de l'agriculture est également important pour la réduction de la pauvreté, la plupart des groupes vulnérables tels que les éleveurs pastoraux, les sans terres et les agriculteurs de subsistance dépendant également de l'agriculture comme source principale de subsistance.

Le Kenya demeure en dessous de l'objectif de croissance annuelle de 10 % de la Vision 2030 et la majorité des Kenyans sont toujours en situation d'insécurité alimentaire. L'agriculture reste le pilier de l'économie, mais sa faible

Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique | POINTS FORTS



Hans Balyamujura

productivité et la médiocrité du secteur manufacturier demeurent préoccupantes face à l'augmentation des importations et à la stagnation des exportations. Afin d'atteindre les objectifs de croissance, l'agriculture et l'industrie manufacturière doivent être intégrées. La faible productivité de l'agriculture est due à l'utilisation de technologies inadaptées, à l'inaccessibilité des intrants agricoles, à la médiocrité des services de soutien à la vulgarisation, au mauvais accès aux intrants agricoles, au manque d'accès au financement et au faible ajout de valeur du crédit dans la chaîne de production et dans le développement des mécanismes de soutien à la commercialisation pour les agriculteurs, les éleveurs pastoraux, les communautés impliquées dans la pêche et celles qui dépendent largement de l'agriculture pluviale.

Le Kenya s'est lancé dans la mise en œuvre d'un programme complet de revitalisation agricole visant à étendre, à renforcer la productivité, à transformer l'agriculture et à faciliter l'accès au marché. L'établissement bourse agricole et un marché de capitaux, stimulera le commerce. Exploiter les talents de la jeunesse pour encourager l'esprit d'entreprise est également un priorité.

Hans Balyamujura, cofondateur/ PDG de Zed Group Limited – Absa, a apporté la perspective du secteur privé.

Les prêts actifs à l'agriculture commerciale africaine ont largement

augmenté au sein des banques commerciales et des institutions de microfinancement, mais l'accès des agriculteurs à ces services financiers reste malheureusement bien insuffisant d'après lui pour permettre un impact significatif sur l'agriculture africaine. La plupart des institutions financières utilisent les approches de chaîne de valeur pour faciliter l'accès au financement. On observe une concurrence nettement accrue entre les institutions financières. Si le consommateur en bénéficie largement, ce n'est pas le cas de la transformation de l'agriculture, car le mouvement est limité en faveur du segment qui a le plus besoin d'un accès au financement : le « maillon central manquant » de toutes les chaînes de valeur africaines. Si l'on en croit les estimations les plus prudentes, l'Afrique compte au moins 120 millions de petits agriculteurs qui prennent chaque jour des décisions agricoles indépendantes et la majorité d'entre eux est liée à des chaînes de valeur non intégrées et supporte l'essentiel du risque sur la chaîne de valeur. Pour que la transformation soit profonde, il faut atteindre la majorité des petits agriculteurs africains sur des chaînes de valeur directement liées à eux.

En comblant le manque de garanties adéquates et fiables, le financement basé sur les chaînes de valeur a augmenté, mais cette augmentation est largement déterminée par l'environnement politique au sein d'un pays. Par exemple, le prix local du soja est déterminé par l'offre et la demande sur le marché local. En

cas de surproduction, le prix sur le marché local chutera à moins que le marché puisse exporter l'excédent. Cependant, dans certains cas, les gouvernements imposent des interdictions à l'exportation afin de garantir la sécurité alimentaire. Cela entraîne le prix sur le marché local à la baisse, ce qui menace le financement basé sur la valeur avec peu de moyens de recours. De telles situations limitent la portée de l'expansion de cette approche. La plus grande stabilité et la meilleure coordination des politiques liées à l'agriculture et au commerce agricole renforceront la stabilité et la prévisibilité des chaînes de valeur. Cela facilitera l'accès au financement plus rapidement que les processus d'octroi aux petits agriculteurs d'un titre formel sur les terres.

M. Balyamujura a conclu en rappelant que si nous devons attendre des banques commerciales et autres institutions financières qu'elles jouent un rôle plus important, les gouvernements, les ONG et les organisations internationales de développement doivent comprendre les marchés agricoles et coordonner leurs efforts de développement au sein de certaines chaînes de valeur avec la reconnaissance claire de leur diversité. Il ne s'agit pas nécessairement de filières de produits et d'intrants agricoles, mais de services financiers et de santé, d'administrations publiques, de politiques gouvernementales, etc.

Le débat a soulevé la nécessité d'également analyser la façon dont

Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique | POINTS FORTS



Bernard Rey



Ousmane Badiane

le changement climatique affecte le développement agricole en Afrique et dans le reste du monde. Les membres du panel ont convenu que ceci était une question cruciale qui ne pouvait être négligée, mais ont maintenu que le progrès du développement agricole restait le plus urgent. Selon M Wiggins, si le développement agricole en Afrique est en bonne voie, alors rien n'empêche que les objectifs de production soient réalisés dans le respect des normes climatiques.

Panel 2 : Succès avérés et bonnes pratiques dans l'agriculture africaine

Ce panel, présidé par **Bernard Rey**, directeur adjoint de l'unité Sécurité alimentaire, DG DEVCO (Commission européenne), a présenté des actions avérées au sein de l'agriculture africaine ainsi que les meilleurs pratiques de PPP basées sur les réussites du PDDAA de la dernière décennie.

Ousmane Badiane, directeur pour l'Afrique de l'IFPRI, a parlé des moteurs de l'agriculture et de la transformation structurelle en Afrique. La croissance économique de la dernière décennie (2000-2010) a connu une hausse stable et répartie géographiquement en Afrique. Il y a pourtant eu des situations où le secteur agricole n'a pas connu de croissance parallèle à

l'économie, et où d'autres secteurs tels que le secteur manufacturier ou les services ont fait beaucoup mieux.

M. Badiane a admis qu'une des questions principales pour la décennie à venir serait d'intégrer totalement le secteur agricole à l'économie globale. La création de richesse dans le secteur reste faible en Afrique ; c'est un fait observé de longue date. Les données de productivité de la main-d'œuvre et d'emploi ont également connu un déclin dans le secteur agricole, mais la croissance dans d'autres domaines de l'économie donne à espérer. Après des décennies de stagnation, la croissance a repris dans les pays africains. Afin de la maintenir et d'élargir son impact pour améliorer le niveau de vie, les pays devront transiter d'une situation de relance à une transformation économique. Pour parvenir à cette transformation, les pays doivent : (i) renforcer la productivité de l'agriculture et de la main-d'œuvre tout en (ii) se diversifiant vers des biens de niveau plus élevé avec une productivité plus importante, dans l'industrie manufacturière urbaine et dans les secteurs des services. Historiquement, ce processus a renforcé la productivité économique globale et a progressivement amené les revenus ruraux vers le niveau du secteur urbain. Durant l'essentiel des 50 années qui ont suivi leur indépendance, les pays africains ont par contre connu une évolution structurelle néfaste à la productivité, à cause de la diversification négative

reflétée par la migration de la main-d'œuvre : (a) d'un secteur agricole sous-performant avec une productivité en augmentation à (b) un secteur non agricole caractérisé par une productivité en baisse et dominé par un secteur des services surdimensionné à productivité faible.

Jusqu'à très récemment, la productivité de la main-d'œuvre agricole a stagné en dépit d'un déclin rapide de la part de l'emploi dans le secteur, entraînant le déclin rapide de la part du PIB dans l'agriculture dans la plupart des pays africains. Dans le même temps, la productivité a chuté dans le secteur non agricole et l'emploi a augmenté. Dans ce processus, la migration de la main-d'œuvre en dehors de l'agriculture a contrebalancé la croissance dans le secteur non agricole, minant encore davantage la croissance de la productivité. Historiquement, le problème concerne tant l'absence de croissance dans l'agriculture que l'absorption de la main-d'œuvre en dehors du secteur.

Le problème dans le secteur non agricole provient d'un secteur des services surdimensionné à productivité faible qui absorbe le gros de la main-d'œuvre qui quitte un secteur agricole à productivité relativement élevée. Par rapport au niveau de développement économique, la taille du secteur agricole au sein de la plupart des pays africains est presque 20 points de pourcentage en-deçà des niveaux attendus, alors que l'on

observe l'inverse dans le secteur des services. Le déséquilibre de la croissance sectorielle a retardé la transformation structurelle et ralenti la productivité et la croissance des revenus en Afrique. Une question stratégique centrale pour M. Badiane consiste à comprendre comment les pays africains peuvent exploiter le retour à une croissance agricole et économique remarquable ces 15 dernières années pour encourager la transformation de leurs économies.

Kalilou Sylla, Secrétaire exécutif de l'organisation agricole d'Afrique de l'Ouest (ROPPA), a présenté leur travail récent sur le contrôle du progrès des engagements de Maputo pour l'agriculture en Afrique de l'Ouest. Depuis l'Accord de Maputo, les gouvernements africains ont pris l'engagement d'attribuer au moins 10 % de leurs ressources budgétaires nationales à l'agriculture et au développement rural. Plusieurs pays œuvrent encore pour atteindre cet objectif, un jalon que beaucoup considèrent comme une belle avancée sur la voie de l'extension du secteur agricole.

La réussite la plus marquante est le changement institutionnel grâce au leadership de la CEDEAO ainsi qu'aux actions cohérentes communes de la CEDEAO et l'UEMOA. Depuis 2005, la région dispose d'une politique agricole, ECOWAP. L'intégration régionale a permis un meilleur travail des institutions régionales et des ressources techniques d'appui qui ont contribué au développement

de la région. M. Sylla a en outre mentionné l'importante aide étrangère allouée à l'Afrique chaque année. Il a déclaré que cette aide n'était pas requise pour la croissance économique du continent et a souligné que les fonds pouvaient être trouvés en Afrique même.

Quatre pays ont réalisé l'engagement des 10 % du budget agricole, mais avec de l'aide extérieure, et de nombreux pays dépendent de la table ronde des donateurs pour financer leur agriculture. Les organisations de producteurs ont été impliquées dans les processus politiques mais moins lors de la phase de mise en œuvre. Hormis le leadership régional, la région n'a pas réellement fortement progressé dans la réduction de la pauvreté, le renforcement de la productivité ou des budgets destinés à l'agriculture.

Nana Osei-Bonsu, PDG de Private Enterprise Federation, a évoqué le cas du Ghana ainsi que le besoin d'engagement dans des PPP agricoles. L'agriculture est un secteur économique clé de nombreux pays africains. Elle emploie la majorité de la population rurale et contribue largement aux revenus des ménages, au produit intérieur brut (PIB), aux revenus des échanges étrangers et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le Ghana ne fait pas exception. Au Ghana, le secteur contribue à environ 25 % du PIB et emploie 55 % (2006) de la population

active. On ne peut qu'insister sur son importance.

Les gouvernements ghanéens successifs ont lancé des politiques afin de stimuler la croissance du secteur au long des années mais il faut redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs du PDDAA en matière de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté et de la malnutrition.

Les divers facteurs identifiés comme entravant le mouvement de l'agriculture en faveur de l'industrialisation et de la croissance de l'économie sont liés aux absences et aux lacunes au niveau des infrastructures agricoles, à savoir l'irrigation, l'électricité, le transport et l'accès aux marchés, aux infrastructures d'entreposage afin de remédier aux pertes post-récoltes, le manque de financements à bas coût et à long terme, sans parler de la méthode agraire.

Le cadre politique pouvant attirer l'investissement du secteur privé local dans le secteur peut être considéré au mieux comme faible, et n'a pas attiré les investissements nécessaires pour placer le secteur à la source de l'approvisionnement en matières premières pour l'industrialisation de la chaîne de valeur afin de mettre en œuvre des projets complets sources d'emplois et améliorant la subsistance.

La nouvelle politique de partenariats public-privé n'est pas la panacée

Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique | POINTS FORTS



Ruth Rawling

pour faire face à tous les défis agricoles mais elle se tourne vers les secteurs prometteurs en incitant à la mobilisation de capital à long terme pour des investissements ruraux, comblant le fossé avec le secteur privé afin de fournir les investissements nécessaires à une agriculture commerciale nationale et d'atteindre les objectifs de développement du PDDAA. En conclusion, il a suggéré d'accorder la priorité à des politiques pouvant être mises en œuvre pour attirer les ressources et les acteurs du secteur privé vers l'investissement dans l'agriculture commerciale, en garantissant l'inclusion des petits agriculteurs, des femmes et des jeunes.

Ruth Rawling, Vice-présidente des Affaires publiques pour Cargill Europe, a noté le besoin d'amener les investissements privés au sein de l'agriculture africaine.

Mme Ruth Rawling a présenté une autre perspective sur le développement agricole africain du secteur privé. Cargill est une multinationale qui occupe 140 000 travailleurs dans 60 pays à travers le monde et est active en Afrique depuis 1981. Cargill occupe 4 000 travailleurs dans 9 pays, surtout en Côte d'Ivoire, au Ghana, en Zambie, au Zimbabwe, en Afrique du Sud et au Kenya. Le cacao, le coton, les céréales et les graines oléagineuses font partie de ses principaux domaines d'activité.

Le principal impact que Cargill a sur l'économie agricole des États africains est la fourniture des ressources nécessaires à la transformation des cultures récoltées et d'autres biens agricoles. Le cacao et le coton sont les deux plus importants investissements de Cargill sur le continent. Au Ghana, l'entreprise s'est associée avec des producteurs de cacao en construisant des usines de transformation et en proposant des formations à travers les écoles de terrain. De plus, Cargill a certifié 87 coopératives agricoles dans le pays, permettant une intégration et une coopération meilleures entre les agriculteurs. En Zambie, Cargill s'est associé à et a soutenu plus de 100 000 producteurs de coton mais a aussi contribué à l'augmentation des rendements du coton à travers tout le pays. Cargill collabore avec près de 100 000 agriculteurs zambiens et 29 000 zimbabwéens pour les aider à réaliser les critères de production de « Cotton made in Africa » à travers 400 centres d'achat de coton dans les régions rurales. Ceci est basé sur le programme COMPACI (Competitive African Cotton Initiative) qui vise l'augmentation des rendements de plus de 30% pour 265 000 producteurs de coton dans 6 pays. En offrant de l'aide aux petites et moyennes usines de transformation et en installant des centres d'achat pour les producteurs de coton,

Cargill investit dans l'infrastructure agricole à long terme. Parmi les nouvelles initiatives, il y a le manioc pour la production de féculé au Nigéria et la production de céréales au Mozambique.

Une des initiatives les plus réussies est la création de clubs de femmes productrices de coton, où les femmes forment d'autres productrices. Aujourd'hui, nous soutenons près de 800 de ces clubs qui forment environ 32 000 productrices.

Le débat s'est avant tout concentré sur la question des Partenariats public-privé (PPP) dans le cadre du développement agricole en Afrique. De l'avis général, ces partenariats doivent également inclure des voix de la communauté locale car ceci est la seule façon d'assurer un impact positif. Un autre domaine abordé fut le lien entre la production et le prix. Grâce à la réduction des coûts de production, le prix payé par les consommateurs pour les produits agricoles baisera à long terme. Les participants ont reconnu que c'était un point à améliorer au sein des systèmes économiques africains. Les secteurs public et privé doivent mettre en place un arrangement dans lequel ils partagent les risques et les bénéfices pour tout projet améliorant les conditions sociales et économiques. Sans bénéfice financier clair, le secteur privé ne prendra aucun risque et ne s'engagera ou ne

Facteurs de succès pour la transformation de l'agriculture en Afrique | POINTS FORTS

s'associera pas avec le secteur public pour des projets d'amélioration agricole. Le panel s'est accordé sur le fait que ceci est un débat crucial qui doit être poursuivi à l'avenir.

Dans ses conclusions, Bernard Rey a réitéré l'intérêt important de

l'agriculture pour l'UE et en particulier la DEVCO, en lien avec d'autres secteurs tels que la santé, l'éducation et d'autres secteurs. Michael Hailu a souligné le besoin de renforcer les marchés régionaux, l'accès au financement et aux chaînes de valeur et de ne pas sacrifier l'environnement

ni oublier l'intensification durable. Les réussites du PDDAA doivent être documentées et les enseignements doivent être partagés. Selon les mots de Steve Wiggins, il nous faut une coalition pour une croissance partagée.

En savoir plus sur le Web

- Briefings de Bruxelles: www.bruxellesbriefings.net
- Reader: <http://tinyurl.com/mfhdvoq>
- Rapport rédigé par Isolina Boto, Manager du Bureau du CTA à Bruxelles et par Mariaeleonora d'Andrea, Assistante de recherche.